



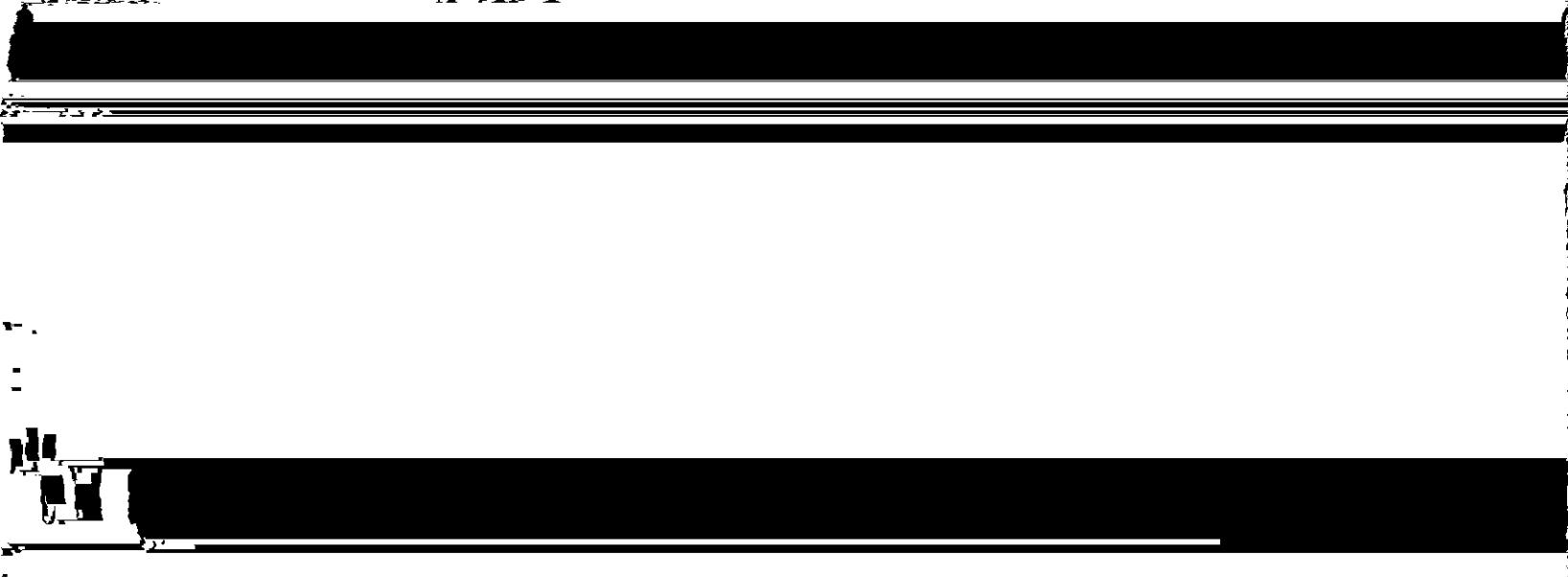
HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017
TEL: (212) 963-1000 FAX: (212) 963-1070

Distr. **RESTRICTED**

français/english

Cette communication aux Comités pour la paix en Europe de l'

2. La volonté clairement manifestée par les polynésiens à chaque



République française.

- Les indépendantistes n'ont jamais remporté la majorité de suffrages lors de consultations électorales.
- Le leader indépendantiste a certes présidé le Pays en 2004 mais soutenu par des autonomistes au sein d'une alliance majoritaire de circonstance et qui n'a pas durée, d'où l'instabilité politique qui s'est achevée en 2013.

3. Le fait nucléaire.

Dans sa Résolution adoptée en 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé ses inquiétudes concernant les retombées



la Quatrième commission en octobre 2016 que le statut issu de la Loi

organique de 2004 stipulait la pleine compétence de la Polynésie française sur l'exercice de son droit d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du sous-sol et du sol littoral dans la zone

~~Les polynésiens viennent de participer à l'élection du Président de la~~

République.

- Cette élection a apporté 58% des suffrages à monsieur Emmanuel Macron, soutenu par le parti autonomiste majoritaire, et 41% à madame Marine Le Pen, soutenu par le deuxième parti autonomiste.

~~Les polynésiens éliront les 3 et 17 juin prochains les 3 députés qui~~

siègeront au titre la Polynésie française à l'Assemblée nationale.

- Lors des dernières élections territoriales de mars 2013, 70% des électeurs ont fait le choix de l'autonomie en donnant 47 sièges sur 57 aux partis autonomistes et 10 sièges aux indépendantistes.

7. L'Accord de L'Elysée signé le 17 mars 2017 à Paris avec le Président François Hollande.

~~Cet accord fait une place importante aux engagements sur les~~

- L'Etat français s'engage à travailler avec les institutions européennes et la Polynésie française pour améliorer son régime d'association et pour examiner l'opportunité d'une extension de l'euro ;

o La résolution n° 2013-3 ADF du 20 mai 2013

- La résolution n° 2013-3 de l'Assemblée de la Polynésie française du

août 2011 demandant l'inscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU.

- Nous réaffirmons solennellement les termes du discours du Président de la Polynésie française en octobre 2016 qui a été clair sur un certain nombre de points et il faudra sans doute réfléchir sur la possibilité de la désinscription de la Polynésie française de la liste des territoires non autonomes.
 - Cette désinscription devra se faire à plus ou moins long terme aux convenances des membres du C24.
 - Nous avons pensé qu'il était utile de vous apporter ces quelques
- 
- 
- 
- 

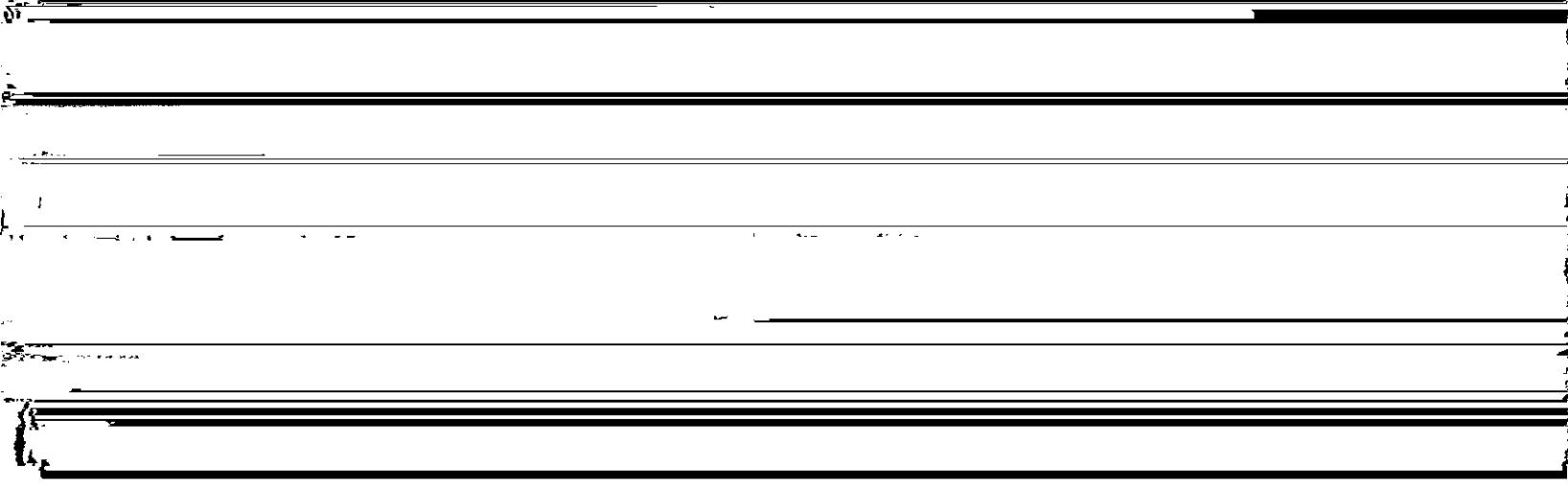
vivons aujourd'hui.

Nous tenons à vous remercier de votre écoute.

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

RÉSOLUTION N° 2013-3 R/APF

2013-3 R/APF



ADOpte LA RÉSOLUTION DONT LA TENEUR SUIT :

Cependant que ni le président de la République française ni le gouvernement ni les élus de la

Réf. : 17001-15/1

Président de la Polynésie française

« Question de la Polynésie française »

4 octobre 2016

Le quatrième point est qu'en tant que membre du Forum du Pacifique, la Polynésie française est reconnue comme pays doté d'une large autonomie.

Venons au premier point.

Les indépendantistes n'ont jamais obtenu une majorité des suffrages à toutes les

élections de portée territoriale depuis la fondation du parti politique, le Tavini

Huiraatira, en 1977. Les Polynésiens n'ont jamais exprimé le moindre désir ou le moindre signe d'une intention à vouloir se séparer de la République française au cours de ces 40 dernières années.

Certes, le président du parti indépendantiste fut président de la Polynésie française à 5 reprises, entre 2004 et 2013, dans une période de forte instabilité

Le gouvernement de la Polynésie française se bat, avec l'ensemble des associations concernées, pour parfaire les dispositifs d'indemnisation et a mis en place des moyens pour y parvenir.

Depuis la reconnaissance du fait nucléaire par la France et grâce à la mobilisation générale des Polynésiens, la concertation ouverte et permanente

Mesdames et messieurs les ambassadeurs, l'Etat français n'a pas cherché à entraver notre liberté diplomatique. Au contraire, elle a soutenu notre démarche

opérée du Pouvoir ce qui démontre bien la continuité d'une attitude diplomatique

Mesdames et messieurs, 70 % des électeurs ont constamment fait le choix de l'autonomie. Permettez-moi d'exprimer mon incompréhension sur cette réinscription qui ne correspond pas à ce jour à la volonté de ma population

[Le PIB de la Polynésie française est de l'ordre de 20 000 dollars par habitant. Le

salaire minimum mensuel est de 1500 dollars.

Trois éléments sont à prendre en compte dans cette évaluation :

dans notre pays, comme dans tous les pays du monde, des inégalités sociales. Mais ces inégalités sociales sont le fruit de notre propre gestion et non les conséquences d'un colonialisme imaginaire.

français/english

Presentation by the representative of French Polynesia

**Caribbean Regional Seminar on the implementation of the Third
International Decade for the Eradication of Colonialism**

**The "Future for Decolonization in the non-self-governing territories.
What are the prospects?"**

Saint Vincent and the Grenadines

16 to 18 May 2017

Honourable Chairman of the Special Committee on Decolonization,

exercising its right of exploration and use of natural resources of the soil and subsoil into the Exclusive Economic Zone.

- The French state recognises this right and reaffirmed it in the Elysée Agreement that was signed on 17 March 2016, and which is mentioned later on.

- This election brought 58% of the votes to Mr. Emmanuel Macron, supported by the majority autonomist party, and 41% to Mrs. Marine Le Pen, supported by the second autonomist party.

- On 3 and 17 June, French Polynesians will elect their three Members of Parliament who will sit on behalf of French Polynesia at the French National Assembly.

- During the last general territorial elections of March 2013, 70% of electors opted for autonomy, which resulted in 47 seats out of 57 for autonomist parties and 10 seats for pro-independence advocates.

7. The Elysée Agreement signed with President François Hollande

on 17 March 2017 in Paris.

- This agreement focuses a lot on the consequences of nuclear testing:

- The French state and French Polynesia are initiating a joint approach in order to determine allowances to be paid by our

local Social Security Institution to the victims of nuclear testing recognised by the compensation scheme;

- The French state undertakes to assist French Polynesia in the treatment of radiation-induced illnesses through an investment fund of €6 million over a 3-year period, intended for the Oncology Department of the Territorial Hospital Centre;

- The French state and French Polynesia undertake to provide

- The French state undertakes to work with the European institutions and French Polynesia to improve its association regime and to examine the opportunity for an extension of the euro currency;
- The French state supports the intention of French Polynesia to be integrated into its regional environment. It supports the [redacted]
[redacted]

Assembly on 18 August 2011 asking for the inscription of French Polynesia on the United Nations list of non-self-governing territories.

- This resolution of May 2013 repealed the 2011 resolution by a majority of the members of the Assembly of French Polynesia.

- The 2013 resolution considers that in 2011, neither the President of French Polynesia, nor the government, nor the elected officials of the

- Such delisting will need to occur sooner or later at the convenience of the C24 members.
- We thought that it would be useful to bring you these clarifications about the actual situation we live in today in our country.

Thank you for your attention.

Thank you for giving me the opportunity to express myself on this important issue.

ASSEMBLY

EP

RESOLUTION N° 2013-3 R/APF

OF 30 MAY 2013

that French Polynesia remains a self-governing territory within the meaning of the Charter of the United Nations, and not to re-inscribe French Polynesia on the list of non self-governing territories to be decolonised

ADOPTS THE FOLLOWING RESOLUTION:

Considering that neither the President of French Polynesia nor the Government nor the
[REDACTED]

Representatives of the Assembly of French Polynesia, consulted the French Polynesian people before adopting the resolution No. 2011-2 R/APF of 18 August 2011 *calling for the re-inscription of French Polynesia on the list of non self-governing territories to be decolonised;*

Considering the concerns of investors who fear after a long period of political instability in French
[REDACTED]

Polynesia -- that a new era of institutional instability might follow;

Address by Mr. Edouard Fritch
President of French Polynesia

[REDACTED]

“Question of French Polynesia”

4 October 2016

Honourable Chairman of the Fourth Committee of the United Nations General Assembly,

Distinguished Ambassadors,

Representatives of the Members of the United Nations General Assembly

Ladies and Gentlemen,

Since my country was inscribed in 2013 on the United Nations list of non-self-

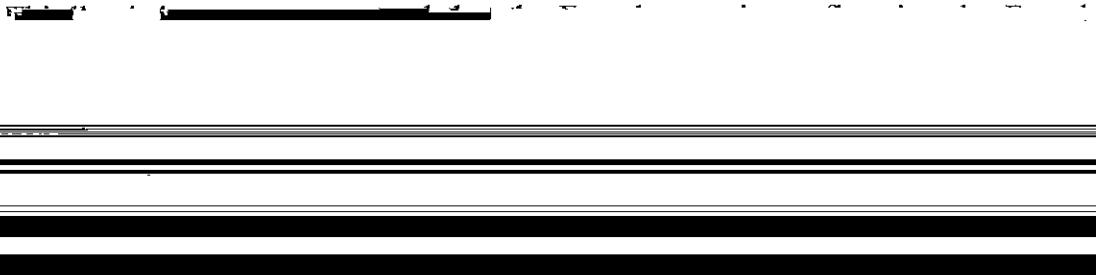
Let us now examine the first point.

The advocates of independence have never obtained a majority of votes in any

in 1977. French Polynesians have never expressed the slightest desire or intention to separate from the French Republic over the past 40 years.

authorities of the French state, regarding the fair compensations expected by the French Polynesians, are slowly producing the expected results.

To sum up the nuclear issue, although questions may remain, things are moving forward in the right direction. We continue our work and our struggle, in an open dialogue with the French state.



Polynesian natural resources for its own benefit.

It is clearly stated in our Statute of Autonomy that French Polynesia exercises the right of exploration and use of the natural resources in the soil, subsoil into the exclusive economic zone. Such interpretation is shared by the French state which fully recognises our rights. But I have requested that the Statute of

Polynesia. We do not feel the need for some external arbitration through your organisation.

Ladies and gentlemen, if France were still a colonial state or had a colonial behaviour towards one of its overseas territories, this would be widely known on the international scene.

French Polynesia. I have known them for more than 30 years. I hold dialogue with them.

The French Polynesian speakers who will have the floor after me have all signed the petition of the pro-independence party which accounts for 30% of French Polynesian electors. They will try to give a gloomy picture of my country. They